Les Turcs en milieu rural

Le cas du Limousin

Gülsen Yildirim

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/304>

DOI : 10.4000/hommesmigrations.304

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2009

Pagination : 78-86

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Gülsen Yildirim, « Les Turcs en milieu rural », *Hommes & migrations* [En ligne], 1280 | 2009, mis en ligne le 29 mai 2013, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/304> ; DOI : 10.4000/hommesmigrations.304

Les Turcs en milieu rural

Le cas du Limousin

Par Gülsen Yildirim,
docteur en droit, maître de conférences à la Faculté de Droit
et des Sciences économiques de Limoges

Famille turque en Limousin, 2004 © Gilles Perrin

L'immigration turque présente la particularité de s'être constituée au moment de l'arrêt des flux migratoires de main-d'œuvre en France.

Des spécificités locales expliquent souvent l'implantation des Turcs dans certaines régions françaises. En Limousin, ils se sont spécialisés en nombre dans la filière bois. Mais face aux crises qui frappent le secteur depuis les années quatre-vingt-dix, sans compter la tempête de 1999, les immigrés turcs ont dû assurer leur reconversion. Portrait d'une immigration en région.

En s'implantant en Limousin et notamment à Bourganeuf dans la Creuse, les immigrés turcs ont fait un clin d'œil à l'histoire. Contraint à l'exil avec une trentaine de compagnons, un de leurs illustres ancêtres, le prince Cem, fils cadet de Mehmet II le Conquérant, se retrouva dans tous ses périple en Limousin de 1484 à 1488⁽¹⁾. La ville de Bourganeuf en Creuse a été marquée par cette épopée extraordinaire. La fameuse tour Zizim, nom attribué à Cem, se dresse encore en plein centre-ville. Par ailleurs, les archives de Limoges prouvent que certains compagnons de Cem, convertis au christianisme, sont restés dans le Limousin⁽²⁾. Quelques siècles plus tard, les Turcs se retrouvent dans cette région. On constate notamment une forte présence à Bourganeuf, où ils représentent près de 15 % de la population. Si le choix des Turcs n'a pas été guidé par le passage du prince Cem quelques siècles auparavant, la coïncidence est troublante.

Le développement de la filière bois

Les raisons de l'implantation de la population d'origine turque en Limousin sont surtout locales. La forêt limousine a fait l'objet, dans les années soixante, d'un vaste programme d'exploitation et de rentabilisation. Se posait la question de la main-d'œuvre nécessaire au développement de ce secteur. Or les travailleurs forestiers se recrutaient essentiellement dans le milieu agricole. Il était prévisible que les difficultés rencontrées pour trouver une main-d'œuvre stable iraient en s'accroissant. L'appel à des travailleurs étrangers semblait inévitable. C'est ainsi que des pépiniéristes de la région de Bourganeuf et des scieries en Haute-Corrèze se sont tournés, dans la période 1968-1973, vers l'Office national d'immigration.

Le choix des Turcs

C'est dans ce contexte que les premiers Turcs arrivent en Limousin⁽³⁾. On peut se demander pourquoi le choix des employeurs de la région s'est porté sur cette main-d'œuvre, alors que les immigrés arrivés depuis les années cinquante étaient surtout des Espagnols ou des Portugais.

Le travail de bûcheron est par essence un travail pénible, dont la pénibilité est accentuée, amplifiée par la nature des reliefs de la forêt limousine et par sa structure composée essentiellement de petites propriétés. Les coupes doivent s'effectuer sur des terrains difficilement accessibles aux machines. Les bûcherons sont obligés de porter le bois jusqu'aux abords des routes. En somme, la main-d'œuvre

demandée par les employeurs de la région doit accepter des conditions de travail très pénibles en contrepartie de salaires souvent dérisoires, ce que refusent les bûcherons français. Les qualités associées à l'image du Turc fort et travailleur ont certainement orienté le choix de cette population, sachant que la convention de main-d'œuvre entre la Turquie et la France venait tout juste d'être signée⁽⁴⁾.

Certes, y compris en Limousin, les premiers Turcs se retrouvent dans des secteurs traditionnellement ouverts à la main-d'œuvre étrangère comme l'industrie ou le bâtiment mais leur présence dans l'exploitation forestière est significative.

Progressivement, la chaîne migratoire s'organise en raison de la situation politique et économique en Turquie, et surtout des perspectives d'emploi offertes par la forêt. Le métier de bûcheron est accessible sans difficulté aux nouveaux arrivants, généralement issus de milieux ruraux, sans qu'ils aient besoin de maîtriser la langue et sans qu'ils aient de formation professionnelle particulière. La simple maîtrise d'une tronçonneuse suffira.

Parallèlement, les surfaces de peuplements forestiers destinées à la production s'accroissent. Le secteur s'industrialise avec la production de produits de transformation (pâte à papier notamment) et attire de grandes entreprises internationales comme Aussedat Rey, intégrée par la suite à International Paper, Pinault ou Lapeyre.

L'organisation de la chaîne migratoire et les stratégies familiales

En réponse à ce besoin de main-d'œuvre, les bûcherons turcs suscitent des vocations dans leur propre famille restée au pays. C'est pourquoi il y a une certaine homogénéité dans l'origine géographique de ces migrants : de nombreux Turcs proviennent de la même région, reconstituant ainsi la tribu villageoise. Les originaires du district de Yalvaç dans la province d'Isparta se sont par exemple concentrés en Haute-Vienne, ceux d'Akdagmadeni (province du Yozgat) en Haute-Corrèze.

Les migrants turcs arrivés dans les années quatre-vingt, soit par le biais du regroupement familial, soit par le biais des filières clandestines, vont directement travailler dans le secteur du bois. La plupart pensent alors que l'argent se gagne facilement, étant donné que l'on s'est bien gardé de leur décrire ce qui les attendait.

Le recrutement se fait dans la communauté villageoise surtout par l'intermédiaire des mariages. Les stratégies matrimoniales sont orientées vers le village d'origine. Les parents négocient des mariages pour leurs enfants dès leur plus jeune âge. L'union se réalise souvent avec un cousin ou une cousine matrilinéaire ou patrilinéaire. Les perspectives d'emploi dans le secteur du bois facilitent les regroupe-

ments familiaux et préservent ainsi, grâce aux contrôles des alliances matrimoniales, la transmission de l'héritage culturel. L'emploi du fils ou du gendre dans le secteur du bois permet de maintenir, même après le mariage, des relations de dépendance avec les parents ou les beaux-parents.

Les potentialités d'emploi dans la forêt ont aussi attiré en Limousin des Turcs vivant dans d'autres régions françaises. Des travailleurs turcs installés en France depuis les années soixante-dix, récemment licenciés d'entreprises en restructuration ou en faillite, ou des demandeurs d'asile, s'implantent en Limousin, attirés par ces possibilités d'emploi.

L'entrepreneuriat forestier comme moyen d'ascension sociale

Le travail dans la forêt, pénible et peu gratifiant, renvoie à l'immigré turc une image particulièrement négative, d'autant plus qu'il n'offre même pas les compensations financières espérées. Le travail forestier maintient l'immigré turc dans une réalité socioprofessionnelle qu'il avait cherché à fuir. Le bûcheron turc demeure un paysan, comme à l'origine, à la différence qu'il est désormais un paysan sans terre, sans troupeau.

Certains vont s'adapter avec amertume à une réalité peu conforme à leurs espérances. D'autres vont développer des stratégies différentes pour construire un projet d'ascension sociale. Ainsi, tout en restant dans le secteur du bois, certains immigrés ou leurs enfants vont acquérir le statut d'entrepreneur forestier. Le phénomène de reproduction de la profession du père reste encore très présent⁽⁵⁾. Les enfants nés ou arrivés en France, qui n'ont pu obtenir de diplômes qualifiants, prennent le relais de leurs pères, malgré une image dévalorisée du travail de bûcheron. Même s'ils ne peuvent échapper au secteur du bois, ils veulent travailler autrement. Devenir patron est généralement associé à une image de réussite sociale. Ce besoin de réussite permet, comme pour tout migrant, de justifier la migration et ainsi d'accepter plus facilement l'exil.

Ce phénomène s'amplifie dans les années quatre-vingt, car le travail salarié se fait plus rare. Dans la région de Bourgneuf, les exploitations traditionnelles ont dans un premier temps diminué le nombre de leurs salariés en raison du coût des charges sociales. Elles ont eu recours aux entrepreneurs de travaux forestiers. Se sont ainsi développées des entreprises dont l'effectif se limitait souvent à une personne. De plus, la fermeture de pépinières et d'entreprises de transformation a entraîné la mise au chômage de nombreux travailleurs turcs. Les perspectives offertes par

le travail dans la forêt les ont incités progressivement à devenir entrepreneurs. Au départ, les administrations n'exigeaient aucune qualification ou formation préalable pour l'obtention de ce statut. Il suffisait d'être plus habile que les autres. Toutefois, la méconnaissance des règles administratives et comptables, l'irrégularité des paiements des tâches effectuées et l'appât d'un gain rapide associé à un projet de retour imminent ont conduit de nombreux exploitants forestiers turcs à la liquidation. Ces difficultés de gestion ont entraîné une réforme du statut d'entrepreneur. Dès 1986, ne pouvaient devenir entrepreneurs que les personnes ayant deux années de pratique justifiées par des fiches de paie ou des contrats de travail, ou possédant un diplôme de formation professionnelle⁽⁶⁾.

La solidarité, la dépendance et la compétition entre bûcherons

Les donneurs d'ordre, les coopératives forestières, les exploitants ou les propriétaires ont profité du développement de l'entrepreneuriat turc. Les Turcs présentent de nombreux atouts comme des tarifs compétitifs dus au faible coût de main-d'œuvre ainsi qu'une mobilité importante.

Les bûcherons turcs n'hésitent pas à impliquer femmes et enfants. Les hommes valides abattent et débitent l'arbre avec leur tronçonneuse. Les autres membres de la famille viennent le week-end ou pendant des périodes d'inactivité donner un coup de main pour effectuer le ramassage et le transport du bois. La frontière entre le coup de main et le travail dissimulé est parfois très mince. Beaucoup de jeunes filles, grâce au contrat de travail ou aux fiches de paie ainsi obtenues, ont pu faire venir leur conjoint au titre du regroupement familial.

Ces entrepreneurs n'hésitent pas à exploiter leurs propres compatriotes tâcherons. Des rapports de domination s'instaurent entre les primo et les nouveaux arrivants, les seconds étant souvent représentés par les gendres arrivés par le biais du regroupement familial ou par des membres de la famille en situation irrégulière. Ils deviennent dépendants de leurs patrons et vivent cette subordination avec beaucoup de frustration et de rancœur. Certains dénonceront l'exploitation de leurs employeurs, qui parfois refusent de les déclarer ou même de les payer.

L'attitude "individualiste" des travailleurs forestiers d'origine turque profite aux donneurs d'ordre. Pendant plus de vingt ans, les Turcs ne sont pas parvenus à s'unir afin de constituer un groupement pour peser sur le prix du bois. Au contraire, chacun a fait cavalier seul : ils n'ont pas hésité à baisser le prix de la coupe de manière excessive pour faire concurrence aux autres exploitants forestiers d'ori-

gine turque. Chacun a accepté de travailler dans des conditions financières inférieures au marché au risque de “casser les prix”. Cette compétition a eu des répercussions sur les salaires versés aux tâcherons payés au stère. Ce travail ne leur permet plus d’investir dans le pays d’origine et repousse d’autant plus le projet de retour. L’idée de créer un syndicat défendant leurs intérêts a longtemps été avancée sans voir le jour, faute d’union.

Ainsi le développement de l’entrepreneuriat turc dans le bûcheronnage résulte de la conjonction entre, d’un côté, le projet d’ascension sociale et la volonté de se défaire du statut d’ouvrier en ce qui concerne les Turcs et, d’un autre côté, les besoins d’un secteur en pleine expansion qui, pour diminuer ses coûts, a recours à la sous-traitance. Les immigrés turcs de la première génération ont largement contribué au développement et à la modernisation du secteur, souvent en payant de leur santé ou même de leur vie.

La tentation du repli

L’image des Turcs vivant en Limousin renvoie systématiquement à celle parfois négative des bûcherons turcs. Il est vrai que les chiffres sont significatifs. Ainsi, en 1999, la population d’origine turque représente près de 13,94 % de la population étrangère en Limousin, soit 2 800 habitants⁽⁷⁾. Or avant 2000, 80 % des hommes vivant à Bourgneuf travaillent dans le secteur du bois, comme à peu près 42 % des Turcs en Limousin⁽⁸⁾.

La forte concentration de la population d’origine turque dans les métiers du bois, et donc dans des communes qui vivent de cette activité, rend plus visible le fameux “repli communautaire” des Turcs observé par certains sociologues⁽⁹⁾. La ruralité accentue même ce sentiment. Comme ailleurs, les hommes et femmes de la première génération reconnaissent que le retour tant souhaité au pays d’origine est de plus en plus illusoire. Parallèlement, la première génération rejette l’idée que l’installation en Limousin se double d’une assimilation. Il est essentiel pour elle de protéger le groupe dans sa différence à travers la préservation de l’identité familiale traditionnelle qui repose essentiellement sur l’importance de l’honneur, le respect des aînés et le mariage.

Pendant plus de vingt ans, les Turcs ne sont pas parvenus à s’unir afin de constituer un groupement pour peser sur le prix du bois. Au contraire, chacun a fait cavalier seul.

Ce refermement des Turcs sur eux-mêmes est plus visible dans des communes rurales comme Bourgneuf ou Egletons : ils vivent dans les mêmes quartiers, créent des commerces pour eux et surtout ne se mélangent pas avec les autres communautés étrangères, mêmes musulmanes. En ce sens, cette “communauté” discrète qui, selon les propos d’élus, ne pose pas de difficultés particulières, intrigue.

Les conséquences de la crise du bois

Cette forte concentration des Turcs dans le secteur du bois fragilise, dans le même temps, le devenir professionnel de cette communauté. En effet, il était prévisible qu’une crise du bois puisse avoir des conséquences relativement lourdes.

Au début des années quatre-vingt-dix déjà, la filière bois connaît des bouleversements internationaux. La concurrence accrue par l’entrée dans l’Union européenne de pays grands producteurs de bois, tels la Finlande ou la Suède, ainsi que l’arrivée sur le marché de bois en provenance des pays de l’Est, ont fragilisé le secteur et ont contraint à des ajustements.

La tempête de décembre 1999 qui a dévasté les forêts limousines a aggravé cette crise. La nécessité de nettoyer rapidement les forêts a poussé à la mécanisation du secteur du bois. Désormais, le besoin de main-d’œuvre n’est plus aussi important, d’autant plus qu’il y a moins d’arbres à abattre. Dans les faits, seuls les bûcherons qui ont eu les moyens d’investir dans des machines ont pu résister à cette crise.

La question de la reconversion professionnelle de cette population s’est posée avec beaucoup d’acuité. Les politiques locales ont été obligées de prendre en compte ce fait. On a même pu observer un exode des communes forestières vers des villes comme Limoges ou Brive. Cette migration de population pose bien sûr des difficultés en terme d’infrastructures (nombre de classes dans les écoles) et de logement.

C’est pourquoi la commune de Bourgneuf s’est intéressée au devenir des entreprises de travaux forestiers et à celui des bûcherons situés dans son bassin industriel. Elle a pu constater que les entreprises de travaux forestiers qui n’avaient pu se mécaniser ou s’orienter sur des marchés à qualification élevée, avaient rencontré des difficultés économiques, accentuées par le contexte de l’après-tempête.

Bourgneuf est la seule ville du Limousin à s’être préoccupée du devenir des personnes travaillant dans le secteur du bois. Dans les autres villes, les personnes touchées par le chômage ont tenté par leur propre moyen, et avec les mêmes handicaps, de réaliser une reconversion professionnelle, majoritairement dans le bâtiment.

De nouvelles espérances dans le secteur du bâtiment

La crise du secteur du bois a obligé les personnes d'origine turque à réfléchir à leur avenir professionnel. Cette crise a même été vécue par certains comme une aubaine pour sortir de cette image négative du bûcheron turc. Le développement du secteur du bâtiment a été l'occasion de se débarrasser de cette image encombrante. Depuis les années deux mille, les Turcs se sont rués vers la maçonnerie, à tel point que le travailleur turc est désormais associé à l'image du maçon turc.

Avec la crise que traverse ce secteur depuis quelques mois, on constate que ces maçons ont adopté la même stratégie qu'auparavant : créations de petites entreprises du bâtiment, emploi massif de compatriotes, pratiques parfois douteuses, concurrence au niveau des prix, erreurs de gestion, faillites successives... Les entrepreneurs du bâtiment, souvent anciens entrepreneurs forestiers, n'ont encore une fois pas su assurer la pérennité de leur entreprise. La crise bien sûr, mais aussi leur faible niveau d'éducation et la méconnaissance des techniques pour une gestion saine et équilibrée de l'entreprise, et donc l'absence de prévision des difficultés futures, sont à l'origine actuellement de nombreuses liquidations d'entreprises du bâtiment.

La question de la formation de ces travailleurs réapparaît. En son temps, la formation des bûcherons turcs avait été un moment la préoccupation des décideurs locaux et des acteurs sociaux. Des actions de formation en vue de l'obtention du CAPA (Certificat d'aptitude aux professions agricoles) avaient été menées dans les années quatre-vingt-dix. Toutefois, un nombre important d'ouvriers bûcherons et surtout de tâcherons qui ne maîtrisaient pas la langue avaient échappé à ces programmes.

Conclusion

Que ce soit dans le secteur du bois ou dans le secteur du bâtiment, l'entrepreneuriat est une réponse au besoin de réussite sociale des migrants turcs. Il permet d'accepter l'éloignement. Aux yeux de la famille restée au village, il symbolise l'ascension sociale, la fin de la dépendance à l'égard des siens et la possibilité de se valoriser. Toutefois, la réalité a été (et est) peu conforme à leurs espérances. C'est pourquoi les parents incitent désormais leurs enfants à rechercher la réussite sociale par l'école, afin de ne pas subir à nouveau les mêmes désillusions.

La population d'origine turque, au-delà des difficultés qu'elle rencontre, est une chance pour le Limousin frappé par la désertification et le déclin démographique. Les particularités de la migration turque en Limousin confirment que l'heure est désormais venue de se pencher sur les histoires, les parcours et les aspirations des individus et des groupes qui constituent l'immigration turque en Europe. Il serait nécessaire de quitter les sentiers battus des débats récurrents sur l'intégration des immigrés, pour réfléchir davantage à ce qui constitue le moi profond de toutes ces générations, en tenant compte du poids du local. ■

Notes

1. La succession au trône ottoman était ouverte à tous les fils du défunt sultan. Les différents prétendants se livraient à une guerre fratricide qui aboutissait souvent à l'élimination des rivaux. Les deux fils de Mehmet II se livrèrent donc bataille et Cem perdit. Il alla se réfugier tout d'abord au Caire avec sa famille. Revenant dans l'empire, il perdit à nouveau face à Beyazit II et demanda l'hospitalité au souverain de Rhodes en 1482. À partir de cette fuite, Cem devint l'enjeu de tractations et de négociations avec le sultan, qui paya même pour faire retenir cet hôte loin de l'empire : Cem fut considéré comme un "instrument" politique non seulement par le sultan ottoman, mais aussi par les autres souverains qui l'hébergèrent. Voir Didier Delhoume, *Le Turc et le Chevalier*, Culture & Patrimoine en Limousin, coll. Patrimoine en poche, 2004, p. 110.

2. Voir Didier Delhoume, *op. cit.*, p. 96.

3. Entre 1970 et 1974, 1 190 Turcs bénéficieront d'une autorisation de travailler en Limousin (Sources annuelles statistiques de l'ONI, 1970-1974).

4. Convention de main-d'œuvre de 1965 signée entre la France et la Turquie, JO 1965, p. 4941.

5. Voir en ce sens "Communauté turque de Beaubreuil (Limoges) et insertion professionnelle", travail de prérecherche réalisé par les élèves assistants sociaux de Limoges, 2004, p. 15.

6. Voir le décret n° 86-948 du 6 août 1986 pris pour l'application de l'article 1147-1 du code rural et relatif à la levée de la présomption de salariat concernant les personnes occupées dans les exploitations ou entreprises de travaux forestiers (JO 7 août 1986, p. 9911).

7. La population totale du Limousin représente 710 792 personnes. Sur cette population : 20 090 personnes sont étrangères, 13 783 sont françaises par acquisition.

Plus de 100 nationalités sont représentées dans le Limousin, avec une majorité de ressortissants de la CEE, devant les personnes venues du Maroc et de Turquie. CEE : 8 721 ; Maroc : 2 814 ; Turquie : 2 800 ; Algérie : 2 122 ; Tunisie : 350 ; Autres – Europe de l'est, Afrique Noire, Asie : 8 131 (Source : Chantal Desbordes, I.N.S.E.E. Limousin, recensement 1999).

8. Chiffres issus du recensement de la population d'origine turque en Limousin, réalisé de 2000 à 2002 par l'association UCUFRATEL (Union culturelle franco-turque en Limousin).

9. Michèle Tribalat, *Faire France – Une enquête sur les immigrés et leurs enfants*, Éditions La Découverte, 1995, p. 222. L'auteur précise que "la population issue de l'immigration de Turquie est une 'exception' : aucun groupe d'immigrés ne comporte les signes d'un repli identitaire aussi nets et répétés que celui de la Turquie" ; Gaye Petek-Salom, "Les ressortissants turcs en France et l'évolution de leur projet migratoire", *Hommes et Migrations*, n° 1212, mars-avril 1998, p. 18.